



Pourquoi les enfants les plus favorisés sont les premiers à rentrer à l'école

En organisant le retour à l'école « sur la base du volontariat », le gouvernement a largement compromis les objectifs sociaux qu'il lui assignait. Car force est de le constater : les communes et les familles « volontaires » sont aussi... les plus aisées.

Par [Gurvan Le Guellec](#)

Publié le [12 mai 2020 à 08h06](#) Mis à jour le 12 mai 2020 à 18h54



Un écolier qui retourne en classe, le 10 mai 2020 à Gacé, dans l'Orne. (Photo d'illustration.)
(RAPHAEL BLOCH/SIPA)



Une rentrée ? Non, trente-six mille ! Mardi 12 mai, jeudi 14, lundi 18, lundi 25 ou mardi 2 juin... En fixant la date du déconfinement, Emmanuel Macron avait tout de suite prévenu les parents que la réouverture des écoles se ferait de manière progressive. Ce que ces derniers n'avaient pas anticipé, c'est que cette progressivité serait également synonyme de forte hétérogénéité d'un territoire à l'autre.



Autrement dit, pour la première fois depuis que l'instruction est devenue obligatoire, les enfants vont rentrer en ordre dispersé à l'école, voire ne pas rentrer du tout, selon qu'ils habitent à Paris, Limoges ou Bourg-les-Essonnes.

Réussite à l'école : « La réalité est sale et méchante »

In fine, si l'on en croit les chiffres affichés par le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, 85 % des écoles rouvriront cette semaine. Cela reste un beau score. Un peu trop beau ? En tout cas, ces 85 % d'écoles ouvertes mises en avant par le ministre « *surprennent* » l'Association des Maires de France (AMF), qui témoigne des difficultés de nombreuses petites communes à se plier aux normes très strictes du protocole sanitaire. Surtout, ce ratio masque de fortes disparités sur le territoire national, notamment au sein des grandes métropoles.

Bonnes élèves et récalcitrantes

Dans le Val-de-Marne, département de banlieue parisienne situé en pleine zone rouge, où nous avons mené l'enquête, seules 15 villes sur 41 selon notre décompte (soit 36 %) ouvriront leurs écoles cette semaine. Parmi les 26 retardataires, 10 ouvriront la semaine du 18 mai, 9 la semaine du 25 mai et 7 n'affichent aucune date de reprise, jugeant le retour à l'école précipité ou non souhaitable.

Cette répartition, par ailleurs, n'est pas du tout aléatoire. Les 15 « bonnes élèves » sont toutes des villes de droite, plutôt bourgeoises, à l'exception de la préfecture, Créteil (ville socialiste et socialement mixte), tandis que les 7 récalcitrantes sont toutes des villes populaires, tenues par le Parti communiste français.

Autrement dit, les élèves de familles populaires, qui ont été – on l'a assez dit – les premiers à souffrir du confinement (les taux de décrocheurs dépassant les 50 % dans certains établissements de l'éducation prioritaire), seront aussi les derniers à profiter du déconfinement !

Elisa, prof impatiente : « Remettre les enfants en classe au plus tôt est la meilleure chose à faire ! »



Souvenons-nous du discours d'Emmanuel Macron du 13 avril : « *Trop d'enfants, notamment dans les quartiers populaires, dans nos campagnes, sont privés d'école sans avoir accès au numérique et ne peuvent être aidés de la même manière par les parents, c'est pourquoi nos enfants doivent pouvoir retrouver le chemin des classes.* » Il semblerait bien que, sur le terrain, ce soit exactement... le contraire qui se produit.

Un niveau d'angoisse plus élevé dans les quartiers populaires

Ces différences de traitement d'une ville à l'autre découlent naturellement des positionnements politiques des municipalités concernées (et de disponibilités très variables chez les personnels municipaux, chargés de l'entretien des bâtiments scolaires). Ceci étant posé, elles répondent aussi à des demandes très distinctes. A Ivry-sur-Seine, ville communiste qui ne souhaite accueillir qu'une petite frange des écoliers (400 élèves sur 6000) en fonction de critères purement sociaux, seuls 18 % des parents ont demandé à ce que leurs enfants soient rescolarisés - et « *pas toujours les plus prioritaires* » selon la municipalité. A Vincennes, ville bourgeoise distante d'à peine 5 kilomètres, ils sont en revanche 54 %, auxquels s'ajouteront peut-être 16 % d'indécis.

Moi, prof confinée (2) : « Ne nous dédouanons pas de notre immense tâche sous de mauvais prétextes »

Cette dimension sociologiquement très marquée du retour à l'école n'est pas propre au Val-de-Marne. On la retrouve un peu partout en France – « *dans ma ville de Morlaix [Finistère], nous avons environ 60 % de partants parmi les parents mais ces ratios tombe à 27 % au sein de notre petit quartier prioritaire* », souligne Agnès Le Brun, la responsable Education à l'AMF. Et elle est par ailleurs attestée par la plupart des acteurs du monde éducatif, y compris par les syndicats enseignants et le ministre qui, dans une interview dimanche à nos confrères du « Journal du Dimanche », admettait que « *c'est malheureusement dans les familles les plus défavorisées que la crainte est la plus forte* ».



Pour les élus, ce n'est pas une surprise : nombre d'entre eux constataient depuis plusieurs semaines que le niveau d'anxiété était bien plus élevé dans les quartiers populaires, et que les jeunes enfants y étaient confinés de manière beaucoup plus drastique que dans les zones plus favorisées. Un ressenti corroboré par plusieurs enquêtes d'opinion. A la fin du mois dernier, un sondage Odoxa attestait ainsi que 48 % des Français les plus aisés se déclaraient prêts à rescolariser leurs enfants à partir du 11 mai contre 17 % des plus modestes.

Rapport anxiogène à l'information

Comment expliquer un tel hiatus ? Par un rapport dégradé à l'école encore aggravé par l'épreuve du confinement ? Ministre comme syndicats, à nouveau raccord, refusent de l'envisager. Le discours commun de l'exécutif et des organisations syndicales tend au contraire à souligner les « *efforts considérables* » réalisés par les enseignants pour maintenir le lien avec leurs élèves.

Où chercher alors ? La plupart des regards se portent sur le président Macron et sa sortie du 23 avril, annonçant que le retour à l'école se ferait « *sur la base du volontariat* ». Une formulation pour le moins iconoclaste aux yeux des défenseurs de l'école laïque, publique et... obligatoire.

« *C'est une erreur sémantique majeure, digne d'une dame patronnesse, s'étouffe un grand élu de la droite sociale. Il faut vraiment ne rien connaître aux classes populaires pour ne pas saisir combien une phrase pareille peut s'avérer contre-productive.* » Pourquoi ? Parce que le rapport éducatif à l'enfant, et notamment aux jeunes enfants, diffère profondément aux divers niveaux de l'échelle sociale, comme l'ont encore montré le sociologue Bernard Lahire et ses coauteurs dans « Enfances de classe » (Seuil), leur somme parue en septembre.

« *Le prolétaire ne possède que sa descendance* » et la surprotège, poursuit notre élu, manifestement bon connaisseur de Karl Marx. « *Associez à cela un rapport anxiogène à l'information, le poids des fake news et une forme d'instabilité émotionnelle générée par l'instabilité sociale, et vous arrivez à*



un cocktail détonant. Sans obligation scolaire, il était évident que la peur emporterait tout. »

Céline Alvarez : « Aujourd'hui, avant d'enseigner, il faut "réparer" »

Non contente d'être progressive et hétérogène, cette drôle de « rentrée » du printemps 2020 pourrait donc s'avérer terriblement injuste, renforçant encore plus les inégalités béantes entre plus aisés et plus fragiles qui caractérisent déjà notre système scolaire.

Suivre et comprendre la crise du coronavirus avec « l'Obs »

A moins que... le retour des premiers, s'il se déroule sans trop de pépins, convainque les seconds de prendre à leur tour le chemin de l'école. Les enfants de bourgeois, d'une certaine manière, auraient ainsi joué le rôle de cobayes, le temps que la peur retombe. C'est le pari que font ouvertement Jean-Michel Blanquer et les syndicats enseignants. Il ne reste plus qu'à en vérifier la solidité. Pour une fois, l'union nationale...

Gurvan Le Guellec